



BRÈVES ÉCONOMIQUES

DE SUISSE ET DU LIECHTENSTEIN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE BERNE

N° 82 – 7 octobre 2022

Faits saillants

- Reprise confirmée de l'épidémie de Covid-19
- Accentuation des inquiétudes sur la santé de Crédit Suisse
- Signature d'un contrat d'approvisionnement en gaz entre l'exploitant romand Gaznat et un partenaire norvégien

Macroéconomie

Inflation : En septembre, l'indice des prix à la consommation a augmenté de +3,3 % par rapport à la même période l'an dernier.

Politique commerciale : Le Conseiller fédéral en charge de l'Economie Guy Parmelin a rencontré ses homologues indiens à Mumbai et Delhi pour tenter de relancer les négociations relatives à un accord de libre-échange et de protection des investissements AELE-Inde ouvertes en 2008. L'Inde est le 2^{ème} partenaire économique de la Suisse en Asie après la Chine (31 Mds CHF d'échanges de biens en 2021), la Suisse se classant au 4^{ème} rang des partenaires de l'Inde à l'import, et au 7^{ème} rang des investissements directs à l'étranger. De son côté, l'Inde est le 27^{ème} partenaire à l'export de la Suisse, et le 17^{ème} partenaire à l'import.

Situation sanitaire

Covid-19 : La nouvelle vague automnale de l'épidémie se confirme, l'ensemble des indicateurs de suivi s'inscrivant nettement à la hausse. Du 26 septembre au 3 octobre, l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) a recensé 25 134 nouvelles infections, soit une augmentation de 49 % par rapport à la semaine précédente.

Secteur financier

Finance durable : La 3^{ème} édition du sommet annuel helvétique dédié à la finance durable « Building Bridges » s'est déroulée à Genève du 3 au 6 octobre, en présence notamment du Conseiller fédéral des Finances Ueli Maurer et de la nouvelle Secrétaire d'Etat à l'Economie Helene Budliger-Artieda. Réunissant plusieurs organisations internationales, le monde académique, les milieux industriels et les acteurs financiers, l'évènement s'impose désormais comme un rendez-vous annuel incontournable de la place genevoise. Le Conseiller fédéral aux Finances a rappelé les impulsions de l'exécutif via l'établissement depuis juin 2022 des « scores climatiques suisses » établissant une transparence des meilleures pratiques sur l'alignement des investissements financiers sur l'Accord de Paris, et la perspective de lancement du premier emprunt fédéral vert prévu cet automne. Parmi les défis identifiés pour les banques suisses figure notamment l'évaluation régulière des progrès réalisés par les entreprises financées en matière de décarbonation de leurs activités (« ESG 2.0 »). Sur un an, le segment des investissements durables a affiché une croissance de +30 % selon l'association Swiss Sustainable Finance.

LES CHIFFRES À RETENIR

	Au 06/10	Var. vs 29/09
EUR/CHF	0,9714	+ 1 %
USD/CHF	0,9825	+ 0,9 %
SMI	10 391	+ 0,9 %
Taux 10a	1,151 %	- 4 pb

Crédit Suisse : Alors que le titre de la 2^{ème} banque helvétique en termes de gestion d'actifs s'est replié de 57 % depuis le début de l'année, les signaux d'inquiétude concernant la santé financière de Crédit Suisse se sont intensifiés en début de semaine en lien avec des rumeurs de recapitalisation due à une situation de liquidités tendues. La chute des bénéfices (-1,6 Md CHF de pertes en 2021; autant sur le 1^{er} semestre 2022), les préoccupations sur la gestion des risques, le déficit de gouvernance, l'attente de définition d'un nouveau cap stratégique, et une série d'erreurs de marché, de scandales et de litiges juridiques, ont fortement entamé l'image et le crédit de confiance de Crédit Suisse. La banque, dont le cours de l'action a atteint un plus bas historique de 3,94 CHF en début de semaine, semble pour autant suffisamment capitalisée, avec un ratio de fonds propres « durs » s'établissant au 30 juin 2022 à 13,5 %, soit un niveau comparable à d'autres établissements de taille systémique, et une position de liquidité supérieure aux exigences réglementaires (ratio de couverture de liquidité à 194 % pour une exigence fixée à 100 %). Alors que de nouvelles rumeurs sur de possibles cessions partielles d'activité ont jailli en fin de semaine, la présentation du plan de réorganisation, attendue pour le 27 octobre, apparaît comme un moment crucial pour la crédibilité et l'avenir de l'établissement helvétique.

Bourse : Le resserrement de la politique monétaire et l'amplification des incertitudes continuent de peser sur les marchés des actions, le fléchissement de la Bourse suisse s'étant accentué ces dernières semaines avec un point bas, proche du seuil symbolique des 10 000 points, atteint le 26 septembre. Malgré un léger rebond ces derniers jours, l'indice Swiss Market Index (SMI) pourrait finir par passer sous ce seuil au regard de la détérioration de la conjoncture économique actuelle.

Marchés financiers : L'exécutif a chargé le Département fédéral des finances (DFF) d'élaborer d'ici à l'été 2024 un projet de modification de la loi sur l'infrastructure des marchés financiers (LIMF), après avoir constaté un besoin de renforcer la transparence et la sécurité juridique dans certains domaines réglementés. La LIMF règle l'organisation et l'exploitation des infrastructures des marchés financiers ainsi que les obligations de comportement des acteurs des lors du négoce de valeurs mobilières et de produits dérivés.

Secteurs non financiers

Energie : Alors que les négociations pour un accord de solidarité sur le gaz entre la Suisse et l'Allemagne patinent depuis le mois de mai, l'opérateur du réseau gazier romand Gaznat vient de signer un contrat d'approvisionnement sur 5 ans avec une entreprise norvégienne, pour un montant estimé entre 300 et 600 M CHF/an. Il devrait permettre au groupe vaudois de sécuriser ses importations et de limiter les hausses de prix.

L'Association de l'industrie gazière suisse relève par ailleurs une baisse des importations de gaz pour les mois de juillet et d'août de -18 % et -22 % par rapport aux mêmes mois de l'année précédente. Cette réduction s'explique principalement par le passage du gaz au pétrole des installations bi-combustibles dans l'industrie.

Craignant les dommages économiques d'un rationnement du gaz et de l'électricité en cas de grave pénurie cet hiver, l'association patronale Economiesuisse et les associations sectorielles Swissmem (industrie MEM) et Scienceindustries (industrie chimique et pharmaceutique) coopèrent depuis fin juillet avec Enerprice pour organiser une plate-forme en ligne d'échange de contingents énergétiques. Néanmoins, l'Office fédéral pour l'approvisionnement économique du pays (OFAE) et l'Ostral redoutent que le négoce de ces contingents ne génère une charge administrative trop lourde pour les 630 gestionnaires de réseau de distribution d'électricité en Suisse. L'accord des autorités reste donc suspendu, tandis que des incertitudes demeurent, en particulier concernant la valeur seuil d'un contingent énergétique. En cas de seuil trop bas, les autorités craignent que le commerce de ces contingents ne fasse perdre la vue d'ensemble aux gestionnaires de réseau.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Gilles BORDES
Rédacteurs : Mathilde HEITZ, Pierre-Antoine CADORET

Pour s'abonner : berne@dgtresor.gouv.fr

Clause de non-responsabilité : le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.
Crédits visuel : Pixabay